



Accélération d'une école caserne et connectée

Dire non et lutter

CNT-FTE, 2 juin 2020

Le covid-19 a fait des milliers de morts mais le gouvernement ne change pas. Il en profite pour imposer l'état d'urgence sanitaire : la réforme des retraites, la casse du droit du travail, l'interdiction de manifester, la répression et ses ordonnances.

Les grands chefs blancs ont parlé cette semaine. Philippe, puis Blanquer ont annoncé que les écoles avaient ré-ouverte tout cela dans une optique de justice sociale. Pour juin, le premier ministre a rajouté : "il y aura accélération de la réouverture des écoles et collèges et des lycées.."

Les statistiques sont pourtant claires ce sont les enfants des catégories sociales professionnelles les plus élevées qui retournent à l'école ou mettent la pression pour y revenir.

Les statistiques, Blanquer leur fait dire ce qu'il veut. Que répondre quand une centaine d'écoles ont refermé après une réouverture (pour cause de covid19) ; ou que dans une école grenobloise il y avait 22 adultes présents pour une enfant ?

Blanquer n'informe pas, il communique. Et d'appliquer ces réformes et sa vision réactionnaire de l'éducation. Obligé de céder sur l'annulation de l'oral du bac de Français, il fait passer tout le reste.

Les lycées vont rouvrir et les injonctions pleuvent. L'administration demande aux enseignant.e.s de fliquer les élèves par tous les moyens (utilisation de traçage dans les environnements numériques de travail) ; il faut faire remonter les chiffres des



élèves qui "décrochent", ceux et celles qui ne répondent pas, celles et ceux qui ne rendent pas le travail dans les temps, ceux et celles qui ne se connectent pas aux visioconférences.

Certain.e.s collègues font remonter ces chiffres. Ils.elles font des sondages, des tableaux où l'on met les élèves dans des cases ou des codes couleurs.

Les chefs blancs ont parlé et les petites fourmis de l'éducation nationale font ce que l'on ordonne. On réaménage les salles de classes. On remplit des tableaux. On obéit aux directives débilés des chef.fes. On flique. On quadrille les salles de classe avec des flèches, des espaces de survie, des barrières dans les cours de récréation.

L'école ressemble à une prison. Les cours de récréation se transforment en cours de promenades encadrées et surveillées. En maternelle on ne peut pas jouer avec les autres. Il faut se tenir à distance.

Les enseignant.e.s n'ont même pas leur groupe classe. Les élèves sont accueilli.es 2 demi-journée par semaine ou une journée ; et cela peut changer jusqu'au 4 juillet. La garderie du MEDEF est une garderie à temps partiel.

...

... Le capitalovirus paraphe et achève ses vieux délires managériaux et libéraux.

Au lycée, il ne faut pas compter les notes du 3^e trimestre, mais on peut mettre une appréciation qui peut comporter des notes, des appréciations sur le travail pendant même le confinement...

Noter, réprimander, fliquer, assigner à des cases, obéir à des injonctions débilissimes... est-ce enseigner ?

Les enseignant.e.s ont utilisé abondamment les outils numériques qu'ils et elles avaient à leur disposition. Le vieux rêve de Blanquer prend forme : une école 2.0, connectée, transformée en écrans, webcam, tablettes, ordinateurs... Il n'y aura plus que des cyberprofs.

Quelques profs référents qui font des cours en lignes et des presse-boutons qui répondront aux élèves par tchat et une foire aux questions !

Les réformes Blanquer, celles des lycées ont déjà fait des ravages. Le bac passe en contrôle continu et personne ne bouge. Les élèves de terminales passent le bac depuis le début de l'année sans le savoir et cela ne fait qu'avancer d'un an la réforme prévue rue de Grenelle. En septembre, à Paris 8, la rentrée se fera virtuelle.

L'ennemi à combattre : c'est le capitalisme. Il faut faire la guerre à tous ses suppôts !

Le covid-19 a fait des milliers de morts mais le gouvernement ne change pas. Il en profite pour imposer l'état d'urgence sanitaire : la réforme des retraites, la casse du droit du travail, les réformes des lycées, l'interdiction de manifester, la répression et ses ordonnances.

Sous prétexte de crise économique, il veut tout faire passer.

La France n'est pas en guerre. Les soignant.e.s ne veulent pas de médaille ; ils.elles veulent de la reconnaissance, de meilleures conditions de travail, des moyens...

Le virus recule. Les gens sont solidaires et ont appliqué les gestes qui sauvent,

N'oublions pas les morts dus au manque de lits de réanimation, les mouiroirs que sont les EPAD, le maintien du 1^{er} tour des municipales, les directives mortelles prises par le gouvernement (les masques inutiles, l'absence de test).

Une telle crise devrait faire réfléchir et nous engager à lutter

C'est la preuve que le monde et l'économie capitaliste sont à abolir.

Un tout petit virus a mis au pas les gouvernements du monde entier.

La crise économique résultante est la pire depuis la seconde guerre mondiale, on nous le répète assez.

Au lieu de remettre en question cette conception individualiste et capitaliste du monde, on nous demande d'anticiper et de faire repartir l'économie ! C'est l'économie capitaliste et ces états qui ne devraient pas survivre à une telle crise.

Pour un autre futur, pour un monde d'après débarrassé des « néolibéraux », les outils de luttes du monde d'avant sont toujours disponibles : la grève, l'auto-organisation... Sans doute faudra-t-il en inventer des nouveaux. Lutter, c'est créer !